

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 JUILLET 1928.

Projet de loi modifiant la loi du 30 mai 1924 portant création
du « Registre du commerce » (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LA LÉGISLATION
CIVILE ET CRIMINELLE (2), PAR M. SINZOT.

MESSIEURS,

La loi du 30 mai 1924 publiée au *Moniteur*, près de trois ans après, le 11 mai 1927, n'a guère reçu d'application.

Elle établissait le « Registre de commerce » dans lequel sont immatriculés les commerçants, ayant un établissement principal, une succursale ou une agence en Belgique.

La loi s'applique aux particuliers comme aux sociétés.

Une seule sanction était établie par la loi : aux termes de l'article 11, sont privés du droit de vote aux élections consulaires, les commerçants qui ne sont pas inscrits au registre du commerce.

Sanction illusoire, si l'on juge d'après les résultats obtenus. L'Exposé des motifs du projet de loi qui nous occupe signale, en effet, que d'après les rapports parvenus au Département de la Justice, « à peine mille déclarations ont été reçues aux greffes de Bruxelles et de Charleroi, environ deux cents à Mons, à Tournai, à Namur, une centaine au plus à Gand, à Courtrai, quelques-unes seulement ailleurs. »

Le projet de loi qui a été voté par le Sénat et qui nous est transmis avait donc pour objet d'établir ces sanctions.

* * *

Une première sanction est relative aux délais d'inscription : elle est d'ordre fiscal.

Aux termes de l'article premier, l'immatriculation doit être requise dans les deux mois de l'ouverture des établissements, succursales ou régences.

(1) Projet de loi, transmis par le Sénat, n° 268.

(2) La Commission est composée de MM. Brunet, président; Brutsaert, Colleaux, Desagheer, De Winde, Hallet, Jennissen, Marteaux, Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet, Van Severen.

D'autre part, les déclarations modificatives doivent, d'après l'article 5, être faites dans les deux mois du changement qui les motive.

La sanction de ces délais est établie à l'article 9 qui dispose : « Les inscriptions requises après l'expiration des délais prévus aux articles 1^{er} et 5 donnent lieu à la perception d'une amende portée au quadruple du droit prévu, outre celle du droit de greffe. »

Ces dispositions n'existent que pour l'avenir et l'article 15 dispose transitoirement que « les déclarations relatives tant aux immatriculations qu'aux modifications qui seront reçues, dans le délai de trois mois à dater de la mise en vigueur de la présente loi ne donneront pas lieu à l'application de l'article 7 ci-dessus ».

Il y a évidemment une erreur matérielle de chiffres : c'est l'article 9 qu'il faut lire.

Cette erreur tient sans doute à ce que dans le texte adopté par le Sénat au premier vote, il n'y avait que 13 articles : que l'article 9 du projet définitivement voté était à ce moment l'article 7.

Le Sénat aura voté l'article 15 (ancien article 13) sans modifier le chiffre 7 qui y était primitivement inscrit.

Nous proposons donc par amendement de substituer à l'article 15 le chiffre 9 au chiffre 7.

*
* * *

L'autre sanction prévue par le projet est d'ordre juridique.

L'article 12 du projet établit un article 1^{er} bis à la loi du 30 mai 1924.

Cet article stipule que : « Sera non recevable, lorsqu'elle trouve sa cause dans un acte de commerce, toute action principale, reconventionnelle ou en intervention intentée par un commerçant ou par une société de commerce qui, ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque, n'a pas requis son immatriculation au registre du commerce. La non-recevabilité sera déclarée par le tribunal, encore que le moyen n'ait pas été opposé; la fin de non-recevoir pourra être couverte par l'immatriculation opérée, même en cours d'instance. »

La Commission de la Justice n'a pu admettre la disposition en vertu de laquelle la non-recevabilité doit être déclarée d'office par le tribunal, même si le moyen n'a pas été opposé par la partie défenderesse.

Dans l'Exposé des motifs il était dit expressément que l'article 10 du projet (devenu l'article 12) était emprunté à l'article 11 de la loi sur les sociétés dont le dernier alinéa est conçu en ces termes : « Toute action intentée par une société dont l'acte constitutif n'aura pas été publié conformément aux articles précédents sera non-recevable. Les associés ne pourront se prévaloir des actes de société à l'égard des tiers qui auront traité avant la publication; mais le défaut de publication ne pourra être opposé aux tiers par les associés ».

Et, dans la séance du 16 mars 1927 au Sénat, l'honorable M. Braun déclarait : « Je ne sache pas que cette sanction ait soulevé aucune protestation depuis plus d'un demi-siècle qu'elle est en vigueur. Elle a eu d'ailleurs un effet plutôt préventif que répressif; la crainte d'être désarmées devant les tribunaux, en cas de conflit, a suffi pour déterminer les sociétés commerciales à se mettre en règle en veillant à la publication de leurs statuts.

» Tant pis pour les commerçants qui ne se seront pas conformés à la loi. Le châtiment auquel ils s'exposeront en s'abstenant de faire figurer leur nom au registre du commerce ne sera d'ailleurs pas mortel. Ils ne seront pas déchus de

leurs droits; l'exercice de ces droits ne sera que momentanément suspendu; il suffira, pour que l'accès du prétoire leur soit rendu, qu'ils se conforment aux prescriptions d'une loi, d'une observation peu compliquée et peu coûteuse ».

. * .

Or, l'article 12 dit tout autre chose que l'article 11 de la loi sur les sociétés.

Il innove : 1° il fait au tribunal l'obligation de prononcer d'office la non-recevabilité; 2° il permet de l'opposer en tout état de cause.

Comme le disait très bien au Sénat l'honorable M. De Clereq : « Cette facilité peut donner lieu à chicane et favoriser les plaideurs de mauvaise foi. Je suppose qu'on intente un procès alors que l'immatriculation n'est pas faite : on plaide pendant un an et, à un moment donné, l'adversaire a intérêt à opposer ce moyen alors que cette situation lui est connue depuis un an et plus. Cela ne se justifie pas ».

Précisément toutes les réformes qui sont sur le métier, tendent à restreindre, ces exceptions « à retardement » qui ne peuvent profiter qu'à la mauvaise foi.

Lors donc que l'honorable M. Braun invoque la disposition de l'article 11 de la loi sur les sociétés, il devrait logiquement s'en tenir aux sanctions de cet article.

Or, il est bien certain que : 1° le juge n'a pas le droit d'opposer d'office la non-recevabilité; 2° celle-ci doit être proposée *in limine litis*.

M. Resteau établit nettement le caractère de cette fin de non-recevoir : « Le défendeur assigné devant les tribunaux par une société dont les statuts n'ont pas été publiés a donc une option. Il peut accepter le débat, tel qu'il se présente, reconnaître l'existence de son adversaire ou bien repousser l'action par une fin de non-recevoir que la loi a créé à son profit.

» Mais, dès qu'il a pris position, il ne lui est plus possible de revenir sur sa détermination; et, après avoir, au cours d'un débat judiciaire, accepté la société comme existante, il ne pourrait plus se prévaloir, dans une instance subséquente, du défaut de publication.

» La loi est faite pour servir les intérêts des citoyens, mais non leurs caprices. La situation que nous supposons est à peu près la même que celle qui se présente en cas de nullité de la société pour défaut d'acte authentique. Nous avons dit alors que les tiers pouvaient, à leur gré, considérer la société comme valable ou non, et nous avons ajouté, qu'après avoir accepté l'existence de l'être moral ils ne pouvaient plus le considérer comme nul, et inversement. La même solution doit prévaloir, pour les mêmes motifs, dans le cas qui nous occupe. »

Cet auteur est non moins catégorique dans son refus de donner au juge le droit de soulever d'office l'exception de non recevabilité : « Pour que les tribunaux puissent déclarer l'action non recevable, il est indispensable que la fin de non recevoir soit soulevée par le défendeur. Les termes absolus « sera non recevable » employés par l'article 2, alinéa 3, n'ont d'autre portée que de forcer le juge à accueillir l'exception de non recevabilité, et de ne pas lui laisser la faculté d'avoir égard aux circonstances que la société pourrait invoquer pour tenter de justifier l'absence de publication; mais ils n'autorisent pas le juge à repousser la demande d'office, si le moyen ne lui est pas proposé. Ce serait priver la partie défenderesse de son droit d'accepter le débat, tel qu'il lui est offert, si elle le juge à propos; ce serait aussi violer la règle que les juges ne peuvent statuer que sur les conclusions des parties sauf lorsque le litige soulève

une question d'ordre public. Or, le défaut de publication n'intéresse que les tiers qui ont traité avec l'être moral et ceux-ci sont les seuls arbitres de l'opportunité qu'il y a pour eux à repousser ou non l'action qui leur est intentée. »

Si c'est le système de l'article 2 de la loi sur les sociétés que l'on entend appliquer, il faut le prendre tel qu'il est.

D'autre part, il y aurait quelque chose de passablement ridicule à admettre qu'une société ou un particulier assigné par un tiers qui lui reconnaît donc, par ce fait, la qualité de commerçant, ne puisse pas, dans la même instance élever contre le demandeur, qui l'assigne, une demande reconventionnelle.

C'est pourquoi la Commission propose le texte suivant :

« Sera non recevable, lorsqu'elle trouve sa cause dans un acte de commerce, toute action intentée par un commerçant ou par une société de commerce qui, ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque, n'a pas requis son immatriculation au registre du commerce. La fin de non recevoir pourra être couverte par l'immatriculation en tout état de cause. »

La Commission a préféré ses derniers mots « en tout état de cause » afin de bien marquer que la fin de non recevoir peut être couverte même devant la Cour d'appel et la Cour de cassation.

La Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet, tel qu'il a été amendé.

Le Rapporteur,
IGNACE SINZOT.

Le Président,
ÉM. BRUNET.

Amendement proposé par la Commission.	Amendement door de Commissie voorgesteld.
ART. 12.	ART. 12.
Rédiger ainsi le second alinéa :	Het tweede lid doen luiden :
Sera non recevable lorsqu'elle trouve sa cause dans un acte de commerce, toute action intentée par un commerçant ou par une société de commerce qui, ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque, n'a pas requis son immatriculation au registre du commerce.	Is niet ontvankelijk, wanneer hij zijn grond vindt in een handelsverrichting, om het even welke hoofdeisch, ingesteld door een koopman of door een handelsvennootschap, die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft, en die de inschrijving in het handelsregister niet verzocht heeft.
La fin de non-recevoir pourra être couverte par l'immatriculation <i>en tout état de cause</i> .	De grond van niet ontvankelijkheid kan weggenomen worden door de inschrijving, <i>in elken stand der zaak</i> .
ART. 13.	ART. 13.
Remplacer le chiffre « 7 » par le chiffre « 9 ».	Het cijfer « 7 » vervangen door « 9 ».

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JULI 1928.

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 Mei 1924 tot instelling
van het « Handelsregister » ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE EN VOOR DE BURGERLIJKE
EN STRAFRECHTELIJKE WETGEVING ⁽²⁾,
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER SINZOT.

MIJNE HEEREN.

De wet van 30 Mei 1924 die ongeveer drie jaren daarna, namelijk den 11 Mei 1927 in den *Moniteur* werd afgekondigd, heeft schier geene toepassing gekregen.

Deze wet voerde het « Handelsregister » in, waarbij wordt bepaald dat in het handelsregister worden ingeschreven de handelaars die eene handelszaak bezitten, eene filiaal of een bijkantoor in België.

De wet is van toepassing zoo op de partikulieren als op de vennootschappen.

Eene enkele sanctie wordt in de wet vermeld : luidens artikel 11, worden van het stemrecht bij de consulaire verkiezingen beroofd, de handelaars die niet in het handelsregister zijn ingeschreven.

Moet men oordeelen volgens de bekomen uitslagen, dan schijnt die sanctie vruchteloos te zijn geweest. Immers, de Memorie van Toelichting van het ontwerp dat ons bezighoudt, wijst er op dat, volgens de verslagen bij het Departement van Justitie ingediend « nauwelijks duizend aangiften waren toegekomen bij de griffie's van Brussel en Charleroi; ongeveer twee honderd te Bergen, te Doornik, te Namen; ten hoogste een honderdtal te Gent, te Kortrijk, en enkele elders ».

Het wetsontwerp dat door den Senaat werd goedgekeurd en ons is overgemaakt, had dus ten doel deze sancties te bevestigen.

. . .

De eerste sanctie betreft de termijnen van inschrijving : zij is van fiskalen aard.

(1) Wetsontwerp door den Senaat overgemaakt, nr 268.

(2) De *Commissie* bestond uit de heeren Brunet, *voorzitter*; Brutsaert, Colleaux, Desagheer, De Winde, Hallet, Jennissen, Marteaux, Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet, Van Severen.

Luidens het eerste artikel « moet de inschrijving in het handelsregister verzocht worden binnen twee maanden na de opening der handelszaken, filialen of bijkantoren ».

Anderzijds, moeten, naar luid van artikel 5, de opgaven tot wijziging gedaan worden binnen twee maanden na de verandering die er aanleiding toe geeft.

De bekrachtiging van deze termijnen wordt bepaald bij artikel 9, luidende : « Dit recht wordt, behalve het griffierecht, tot het viervoud opgevoerd als de inschrijvingen na het verstrijken van de bij de artikelen 1 en 5 voorziene termijnen verzocht worden. »

Deze bepalingen gelden slechts voor de toekomst en artikel 15 bepaalt als overgangsmaatregel dat : « de opgaven betreffende én de inschrijvingen én de wijzigingen, afgenomen binnen drie maanden na het in werking treden van deze wet, geven geen aanleiding tot de toepassing van het bovenstaand artikel 7 ».

Hier bestaat klaarblijkend eene vergissing van cijfers : men moet lezen artikel 9.

Deze vergissing is waarschijnlijk hieraan te wijten, dat er in den tekst door den Senaat aangenomen, bij de eerste stemming, slechts 13 artikelen voorkwamen en dat artikel 9 van het eerst aangenomen ontwerp toenmaals artikel 7 was.

De Senaat zal artikel 15 aangenomen hebben (vroeger artikel 13) zonder het getal 7 te wijzigen, dat er vroeger in opgenomen was.

Wij stellen dus voor, bij amendement, in artikel 15 het cijfer 9 in de plaats te stellen van het cijfer 7.

* * *

De andere sanctie, in het ontwerp voorzien, is van juridischen aard.

Artikel 12 van het ontwerp voert in de wet van 30 Mei 1924, een artikel 1^{bis} in.

Dit artikel bepaalt :

« Is niet ontvankelijk wanneer hij zijn grond vindt in een handelsverrichting, om het even welke hoofdeisch, eisch in reconventie of in tusschenkomst, ingesteld door een koopman of door een handelsvennootschap, die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft, en die de inschrijving in het handelsregister niet verzocht heeft. De niet-ontvankelijkheid wordt door den rechter uitgesproken, ook al werd het middel niet tegengeworpen ; de grond van niet-ontvankelijkheid kan weggenomen worden door de inschrijving zelfs tijdens het geding. »

De Commissie voor de Justitie heeft de bepaling niet kunnen aannemen krachtens welke de niet-ontvankelijkheid van ambtswege moet uitgesproken worden door de rechtbank, zelfs wanneer het middel niet aangevoerd werd door de verwerende partij.

In de Memorie van Toelichting, wordt uitdrukkelijk gezegd dat artikel 10 van het ontwerp (art. 12 geworden) overgenomen was uit artikel 11 der wet op de vennootschappen, waarvan de laatste alinea luidt als volgt : « Iedere rechtsvorde-ring ingesteld door eene vennootschap waarvan de oprichtingsakte niet werd bekendgemaakt overeenkomstig de voorgaande artikelen, is niet ontvankelijk. De deelgenooten kunnen de vennootschapsakten niet aanvoeren tegen derden die onderhandeld hebben vóór de bekendmaking ; doch het ontbreken van de bekend-making mag niet aangevoerd worden tegen derden, door de deelgenooten. »

En, ter vergadering van 16 Maart 1927, in den Senaat, verklaarde de heer Braun : « Ik heb niet gehoord dat deze sanctie protest heeft uitgelokt, gedurende haar bestaan van eene halve eeuw. Hare uitwerking is eerder te voorkomen dan te beteugelen ; de vrees ongewapend te verschijnen voor de rechtbanken in geval van betwisting, was voldoende om de handelsvennootschappen te verplichten zich in regel te stellen, met te zorgen voor de bekendmaking van hare statuten.

» De handelaars die de wet niet zullen in acht genomen hebben, moeten het maar ontgelden. De straf waaraan zij zich zullen blootstellen, wanneer zij verwaarloozen hun naam te doen voorkomen in het handelsregister, zal trouwens niet van doodelijken aard zijn.

» Zij zullen hunne rechten niet verliezen ; de uitoefening van deze rechten zal slechts tijdelijk geschorst worden ; het zal voldoende wezen voor hen, om opnieuw vóór de rechtbank te kunnen verschijnen, dat zij de voorschriften van eene wet naleven, voorschriften die weinig ingewikkeld zijn en met weinig kosten in acht kunnen genomen worden. »

Artikel 12 echter bevat bepalingen die geenszins dezelfde zijn als die van artikel 11 der wet op de vennootschappen.

Het voert nieuwe schikkingen in : 1° het legt aan de rechtbank de verplichting op, van rechtswege, de niet-ontvankelijkheid uit te spreken ; 2° het laat toe de exceptie tegen te werpen in iederen stand der zaak.

De heer Declercq zegde terecht in den Senaat : « Dit gemak kan ijdele betwistingen doen oprijzen en de pleiters te kwader trouw begunstigen. Ik veronderstel dat men eene rechtsvordering instelt, terwijl de inschrijving niet gedaan is : men pleit gedurende een jaar en op zeker oogenblik heeft de tegenstander er belang bij dit middel tegen te werpen, terwijl hij dien toestand kent sedert een jaar en meer. Dit is niet gerechtvaardigd. »

Al de hervormingen die thans voorgenomen worden, streven er naar, beperkingen in te voeren ten aanzien van deze excepties met vertraagde uitwerking die slechts het boos opzet kunnen dienen.

Wanneer dus de heer Braun de bepaling van artikel 11 invoert, betreffende de vennootschappen, dan zou hij logischerwijs de sancties van dit artikel moeten behouden.

Welnu, het is wel zeker : 1° dat de rechter niet het recht heeft van ambtswege de niet-ontvankelijkheid tegen te werpen ; 2° dat deze moet voorgesteld worden *in limine litis*.

De heer Resteau stelt duidelijk den aard vast van deze niet-ontvankelijkheid :

« De verweerder, gedagvaard voor de rechtbanken door eene vennootschap wier statuten niet zijn bekend gemaakt, heeft dus de keuze : hij kan de behandeling aannemen zooals zij zich voordoet, het bestaan van zijn tegenstrever erkennen, ofwel de vordering afwijzen door een grond van niet-ontvankelijkheid die de wet te zijnen voordeele heeft gevestigd.

» Maar zoodra hij stelling heeft genomen, is het hem niet meer mogelijk op zijne beslissing terug te komen ; en na, in den loop van de gerechtelijke behandeling, de vennootschap als bestaande te hebben aangenomen, zou hij, in den opvolgenden aanleg, zich niet meer kunnen beroepen op de niet-bekendmaking.

» De wet is gemaakt om de belangen der burgers te dienen, en niet hunne luimen. De toestand dien wij veronderstellen, is ongeveer dezelfde als deze die

zich voordoet in geval van ongeldigheid der vennootschap wegens gebrek aan authentieke akte. Wij hebben alsdan gezegd, dat de derde personen naar keuze de vennootschap konden beschouwen als geldig of niet geldig, en wij hebben er bijgevoegd dat, na het bestaan van het zedelijk wezen te hebben aangenomen, zij het niet meer als niet-bestaande konden aannemen, en omgekeerd. Dezelfde oplossing moet aangenomen worden, om dezelfde redenen, in het geval dat ons bezighoudt. »

Deze auteur is niet minder categoriek in zijne weigering, aan den rechter het recht toe te kennen ambtshalve de exceptie van niet-ontvankelijkheid op te werpen : « opdat het mogelijk weze dat de rechtbanken de vordering niet ontvankelijk verklaren, is het volstrekt noodig, dat de niet-ontvankelijkheid worde opgeworpen door den verweerder ». De uitdrukkelijke woorden « is niet ontvankelijk » gebruikt in artikel 2, alinea 3, hebben geen andere draagkracht dan den rechter te dwingen de exceptie van niet-ontvankelijkheid aan te nemen, en hem niet de vrijheid te laten rekening te houden met de omstandigheden die de vennootschap zou kunnen invoeren om te trachten de niet-bekendmaking te billijken ; maar zij machtigen den rechter niet den eisch ambtshalve te verwerpen, indien het middel hem niet voorgesteld wordt. Men zou daardoor de verwerende partij berooven van haar recht de behandeling aan te nemen, zooals zij haar is aangeboden, indien zij het gepast oordeelt ; men zou daardoor ook kunnen inbreuk maken op den regel dat de rechters geen uitspraak kunnen doen tenzij op de besluiten van partijen, behalve wanneer het geschil eene quaestie van openbare orde is. Welnu, het ontbreken van bekendmaking interesseert slechts de derde personen die onderhandeld hebben met het zedelijk wezen, en dezen zijn de eenige beoordeelaars over de gepastheid voor hen, al dan niet de vordering tegen hen ingesteld te verwerpen ».

Is het dan het stelsel van artikel 2 van de wet op de vennootschappen, dat men wil toepassen, zoo moet men het nemen zooals het is.

Anderzijds, zou het tamelijk bespottelijk zijn aan te nemen dat eene vennootschap of een particulier, gedagvaard door een derde die haar dus door dit feit de hoedanigheid van handelman toekent, niet in hetzelfde geding tegen den eischer die haar dagvaardt, eene tegenvordering zou mogen instellen.

Daarom stelt de Commissie den volgende tekst voor :

« Is niet ontvankelijk, wanneer hij zijn grond vindt in eene handelsverrichting, om het even welke hoofdeisch ingesteld door een koopman of eene handelsvennootschap die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft, en die de inschrijving in het handelsregister niet verzocht heeft. De grond van niet-ontvankelijkheid kan weggenomen worden door de inschrijving in elken stand der zaak. »

De Commissie heeft de voorkeur gegeven aan deze laatste woorden om goed doen uit te schijnen dat de niet-ontvankelijkheid kan gedekt worden zelfs voor het Hof van Beroep en het Hof van Cassatie.

De Commissie heeft de eer U te vragen het ontwerp aan te nemen zooals het werd gewijzigd.

De Verslaggever,
IGNACE SINZOT.

De Voorzitter,
EM. BRUNET.

Amendement proposé par la Commission.	Amendement door de Commissie voorgesteld.
ART. 12.	ART. 12.
Rédiger ainsi le second alinéa :	Het tweede lid doen luiden :
Sera non recevable lorsqu'elle trouve sa cause dans un acte de commerce, toute action intentée par un commerçant ou par une société de commerce qui, ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque, n'a pas requis son immatriculation au registre du commerce.	Is niet ontvankelijk, wanneer hij zijn grond vindt in een handelsverrichting, om het even welke hoofdeisch, ingesteld door een koopman of door een handelsvennootschap, die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft, en die de inschrijving in het handelsregister niet verzocht heeft.
La fin de non-recevoir pourra être couverte par l'immatriculation <i>en tout état de cause</i> .	De grond van niet ontvankelijkheid kan weggenomen worden door de inschrijving, <i>in elken stand der zaak</i> .
ART. 15.	ART. 15.
Remplacer le chiffre « 7 » par le chiffre « 9 ».	Het cijfer « 7 » vervangen door « 9 ».